



Fonds canadien de télévision

## Principes directeurs 2006-2007

### Modifications aux principes directeurs 2006-2007

L'ENSEMBLE des Principes directeurs 2006-2007 du Fonds canadien de télévision (FCT) comprend :

Document principal (soit le présent document) et au moins un des modules suivants, selon votre type de production :

Volet de l'enveloppe de rendement du télédiffuseur :

- Dramatiques
- Émissions pour les enfants et pour les jeunes
- Documentaires
- Émissions de variétés et des arts de la scène

Volet des Initiatives spéciales :

- Productions en langues autochtones
- Productions de langue française à l'extérieur du Québec
- Aide au développement
- Aide au doublage et au sous-titrage

Our Guidelines are available in English at the following internet address:  
[www.CanadianTelevisionFund.ca](http://www.CanadianTelevisionFund.ca)

Le présent document constitue une modification aux sections 6.5.2 et 6.5.3 du Document principal des Principes directeurs 2006-2007 du FCT.

Les modifications à ces sections visent toutes les ententes de droits de diffusion, y compris celles conclues avant l'annonce des modifications. Le FCT ne reconnaîtra pas les ententes de droits de diffusion qui ne sont pas conformes aux Principes directeurs.

Le FCT publie le présent document de modifications aux Principes directeurs avant que ne soient conclues les discussions entre le FCT, les intervenants de l'industrie et la SRC/CBC afin de ne pas retarder indûment les activités de négociation de droits de diffusion. Il n'est pas exclu que le FCT doive publier un autre avis de modification de la section 6.5.2 portant sur l'administration des « Droits additionnels » ainsi que sur les droits de diffusion de la SRC/CBC pour des projets produits à l'extérieur du Québec.

## 6.5.2 Droits additionnels

Le télédiffuseur canadien ne peut revendiquer l'un ou l'autre des droits mentionnés ci-dessous même si les droits de diffusion de la production sont pris en compte dans le calcul des exigences-seuil et (ou) ouvrent droit au soutien financier du FCT :

- droits de propriété, de participation au profit, de remboursement ou de récupération de la production;
- droits de diffusion à l'étranger ou restrictions de la capacité du Requérant d'exploiter ces droits, exception faite de la protection des droits liés au débordement habituel des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale. Nonobstant cette dernière exception, les ententes de licence de diffusion doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi à une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien. Autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi à une société étrangère a été conclue, le télédiffuseur ne peut détenir des droits de première mondiale pendant une période de plus de six mois après la date de livraison;
- droits autres que ceux de télédiffusion (comme, par exemple, droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de continu en ligne ou tout type de vidéo sur demande) au Canada ou à l'étranger.

Un télédiffuseur peut acquérir pour la production des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération si ces droits additionnels ne sont pas couverts par les droits de diffusion. Ces droits doivent être évalués et payés séparément des droits de diffusion.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible affilié au télédiffuseur peut acquérir des droits autres que ceux de télédiffusion ou des droits de diffusion à l'étranger tant que ces droits ne sont pas couverts par les droits acquis en échange des droits de diffusion faisant partie des exigences-seuil. Ces droits doivent être évalués et payés séparément des droits de diffusion. Nonobstant ce qui précède, la section 8.1.3 demeure en vigueur.

## Balises quant à la négociation de « Droits additionnels »

*Le FCT est conscient que le secteur de la radiodiffusion fait actuellement l'objet d'importants changements technologiques qui touchent les droits de négociation entre les télédiffuseurs, les producteurs et les créateurs. Pour faciliter la bonne conduite des négociations de Droits additionnels, le FCT a mis en place des balises temporaires. Afin de déterminer l'incidence des changements technologiques sur la valeur des droits de plateformes différents, etc., le FCT révisera périodiquement ces balises alors que l'industrie négocie des ententes corporatives.*

Les exigences du FCT concernant la négociation et l'achat de « Droits additionnels » (décrites à la troisième puce de la section 6.5.2) varient selon la localisation géographique de la société de production et, dans certains cas, du télédiffuseur qui achète les droits de diffusion du projet.

### **1. Productions produites par une société ayant son siège social à l'extérieur du Québec**

Les exigences qui suivent visent toutes les sociétés de production dont le siège social se trouve à l'extérieur du Québec, sans égard pour la langue de la production, la langue d'expression du producteur, la province du (des) télédiffuseur(s) qui acquiert les droits faisant l'objet de la licence, et le volet de financement du FCT (par ex. Enveloppe de rendement du télédiffuseur et Initiative spéciale).

La négociation de Droits additionnels peut commencer deux semaines après l'exécution d'une entente à long terme de droits de diffusion au Canada. Pour ces motifs, cette entente doit être négociée séparément de celle portant sur les droits de diffusion. Le producteur et le télédiffuseur peuvent négocier un accord d'exploitation de Droits additionnels dans la mesure où l'entente est négociée sur la base d'un consentement unanime des deux parties. Autrement, les Droits additionnels ne peuvent être exploités par une ou par l'autre partie au cours de l'année qui suit et l'entente de droits de diffusion au Canada doit demeurer en vigueur. Lorsque le producteur et le télédiffuseur s'entendent pour négocier les Droits additionnels en même temps que l'entente de droits de diffusion, ils peuvent faire parvenir à la présidente du FCT une lettre signée par les deux parties pour l'informer de leur désir mutuel de se désister du délai de deux semaines prévu entre la négociation des droits de diffusion et la négociation de Droits additionnels.

Les exigences susmentionnées concernant la négociation de Droits additionnels peuvent être appliquées à une production dont les droits de diffusion ont été acquis par la SRC/CBC, mais le FCT discute actuellement avec la SRC/CBC de la possibilité d'utiliser un modèle de partage des revenus. Le FCT analyse actuellement la question du traitement des négociations de Droits additionnels pour les productions dont les droits de diffusion ont été acquis par la SRC/CBC et devrait faire connaître ses conclusions d'ici la fin du mois de mai 2006.

### **2. Productions produites ou coproduites par une société ayant son siège social au Québec**

Les Droits additionnels sont négociés différemment dans le cas des productions produites ou coproduites par une société ayant son siège social au Québec.

Toutes les sociétés de production ayant leur siège social au Québec, sans égard pour la langue de la production, la langue d'expression du producteur, la province du télédiffuseur qui acquiert les droits de diffusion et le volet de financement du FCT (par ex. Enveloppe de rendement du télédiffuseur ou Initiative spéciale) sont assujetties aux exigences sous-mentionnées.

Les ententes de droits de diffusion ne peuvent limiter d'une façon déraisonnable l'exploitation par le producteur de « Droits additionnels – Distribution conventionnelle » s'entendant des produits dérivés, de la vidéo domestique, des DVD, etc.

Dans le cas des dramatiques, le délai maximal d'exploitation des Droits additionnels – Distribution conventionnelle est deux diffusions ou une année à compter du moment de la livraison, soit la première de ces deux éventualités. Pour les séries, le délai maximal est de deux diffusions du premier épisode ou une année à compter de la livraison du premier épisode, soit la première de ces deux éventualités. Pour tous les autres types d'émissions, le délai maximal est trois mois après la première diffusion du projet ou du premier épisode.

Pour les « Droits additionnels – Nouvelle plateforme » qui s'entendent des nouveaux médias, de la distribution en ligne, de la diffusion ou la transmission de continu en ligne, toute forme de vidéo sur demande, etc., la modification suivante aux Principes directeurs aura préséance :

- un producteur ne peut réserver ou vendre à une tierce partie des Droits additionnels-Nouvelle plateforme pour le même territoire et la même Durée déjà consentis à un télédiffuseur qui a acheté les droits exclusifs de diffusion (lesquels ont contribué aux exigences-seuil du FCT) sans avoir obtenu au préalable le consentement de ce télédiffuseur.

### 3. Processus de conformité

Lorsque, dans le cours de négociations avec un télédiffuseur, le producteur craint que les balises données ne soient pas respectées, il peut saisir de la situation son association de producteurs ou, s'il n'est membre d'aucune association de producteurs, l'association ou l'agence provinciale compétente. Le FCT a demandé aux associations de producteurs et aux associations provinciales de l'industrie de transmettre à sa présidente des sommaires écrits des rapports reçus. Le FCT tiendra compte de ces rapports dans son évaluation périodique des balises dont il a été précédemment question.

### 6.5.3 Modalités et conditions des droits de diffusion

Le FCT a uniformisé son évaluation de la période maximale de diffusion autorisée pour les différentes fenêtres de diffusion (« Durée »). Cette période commence à la date prévue au contrat pour le début de la licence négociée entre le Requérant et le télédiffuseur et prévue au contrat. Conformément à la pratique généralement acceptée dans l'industrie, la Durée s'entend de la période au cours de laquelle un télédiffuseur est en droit de diffuser une émission. Dans le cas de séries, la Durée commence à la date de diffusion du premier épisode et non pas à la date de diffusion de chaque épisode.

Pour éviter toute ambiguïté, il convient ici de préciser que le début de la Durée et la date de la première mise en ondes de l'émission ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la Durée de la licence prévue au contrat peut aller du 1<sup>er</sup> septembre 2006 au 1<sup>er</sup> septembre 2010, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2006. Dans un tel cas, la licence sera réputée par le FCT commencer le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Les Requérants peuvent toujours négocier des accords de droits de diffusion d'une Durée plus longue que celle prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des licences correspondant à la Durée sera utilisée aux fins des calculs effectués par le FCT, notamment l'évaluation des exigences-seuil, l'établissement des contributions permises provenant de l'enveloppe basée sur le rendement du télédiffuseur et le calcul des droits de licence au-delà de la moyenne. Les licences qui commencent pendant la Durée, mais qui s'étendent au-delà de celle-ci sont réduites proportionnellement pour être conformes à la Durée maximale permise pour chaque type d'émissions.

Les télédiffuseurs peuvent acquérir, en plus des droits de diffusion pour la Durée, un droit de première négociation et de dernier refus pour des créneaux de télédiffusion additionnels à l'égard de l'émission/du cycle en cours. Le droit de première négociation ne peut être exercé avant la livraison du premier créneau de télédiffusion. Les télédiffuseurs ne peuvent acquérir le droit de dernier refus sur les autres droits, y compris les droits pour des créneaux de télédiffusion portant sur les futurs cycles ou sur des versions futures de l'émission (dont celles de projets ou cycle sur lesquels porte le droit de diffusion).

À l'égard des séries télévisées, les droits de diffusion qui satisfont aux exigences-seuil ne peuvent contenir de clauses de droits co-terminus. Ces clauses (qui, moyennant aucun frais additionnel, prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement) ne sont pas autorisées lorsque les droits de diffusion sont admissibles au renouvellement de séries. Toutefois, ces droits de diffusion peuvent consentir des droits de première négociation et (ou) de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.

Ces Durées maximales ne s'appliquent pas aux droits de diffusion acquis par les télédiffuseurs pour des productions affiliées puisque les sociétés de production affiliées à un télédiffuseur ont un accès limité au soutien financier du FCT. Cependant, ces Durées maximales s'appliquent aux projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été émis par des télédiffuseurs non affiliés (lorsque la structure financière n'inclut pas un droit de diffusion d'un télédiffuseur affilié).

Tout droit de diffusion utilisé pour obtenir une contribution de l'enveloppe de rendement du télédiffuseur est réputé contribuer aux exigences-seuil et doit par conséquent satisfaire à tous les critères d'admissibilité des droits de diffusion, notamment l'exigence de diffusion de la production aux heures de grande écoute dans les 18 mois suivant l'achèvement de la production et sa livraison. Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre et de fenêtres subséquentes, l'engagement de diffusion aux heures de grande écoute dans un délai de 18 mois commence au début des périodes de licence de ces télédiffuseurs.